

LAVAL, Christian et WEBER, Louis, *Le nouvel ordre éducatif mondial*, OMC, banque mondiale, OCDE, Commission européenne, Syllepse, 2001.

Ce livre aborde, comme le titre l'indique, le nouvel ordre éducatif mondial. Divisé en quatre parties, la première analyse la question de l'éducation sous l'angle commercial avec l'OMC. La question centrale qui y est posée est si l'éducation est une marchandise comme une autre. Toujours en lien avec l'éducation, les auteurs proposent une mise en situation de cet organisme, puis de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) ; sa mise en œuvre et ses mécanismes de fonctionnement. La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à la Banque mondiale. Celle-ci s'occupe essentiellement d'éducation dans une optique de développement international, mais les auteurs y relèvent tout de même l'influence internationale d'une idéologie mise de l'avant par cette institution. Les méthodes, les objectifs et les politiques préconisés correspondent davantage à un marché scolaire qui met l'accent sur des politiques libérales. La troisième partie porte sur le fonctionnement de l'OCDE, l'une des institutions internationales ayant le plus d'influence dans le domaine de l'éducation. Il faut rappeler qu'à ses débuts, l'organisation ne prenait en compte que les questions économiques. Ce virage serait dû au fait que l'OCDE considère dorénavant l'éducation comme un outil fondamental au bon fonctionnement de l'économie. La recherche en éducation est ainsi en lien avec celle qui consiste à trouver des moyens efficaces pour obtenir la croissance économique la plus élevée.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, il est question des politiques de la Commission européenne en éducation qui se rapprochent de celles prônées par l'OCDE et la Banque mondiale en terme de politiques sociales et de politiques macroéconomiques. En débutant avec le Traité de Maastricht, les auteurs passent en revue l'histoire de l'éducation au sein de la Commission. Il est entre autre question de l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE) qui publie des documents sur la formation et l'éducation et qui a comme priorité de promouvoir la compétence en Europe. Cet organisme considère l'éducation et la formation à la base des économies et des sociétés européennes. L'autre joueur important dans la sphère éducative européenne est la Confédération européenne des syndicats (CES) qui prend de plus en plus en charge les questions reliées à l'éducation et à la formation. Selon les auteurs, les évolutions en éducation ont permis d'observer un arrimage des politiques en éducation avec celles de l'emploi, dans un contexte plutôt tourné vers l'économie. Ce qui démontre que l'éducation est sous influence au sein de la Commission européenne.

Sophie Morin, Relations internationales, MA

© Copyright ENAP - LEPPM 2005. Tous droits réservés.

Aucun élément du contenu du présent document ne peut être utilisé, reproduit ou transmis, en totalité ou en partie, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans l'autorisation écrite d'ENAP – LEPPM. Pour solliciter cette permission ou pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez vous adresser à leppm@enap.ca